

## Communiqué de Presse

### DECENTRALISATION

## Midi-Pyrénées refuse de signer les conventions de transfert des personnels de l'Etat

La Commission permanente de la Région Midi-Pyrénées a décidé, jeudi 17 mars 2005, sur proposition de son président Martin MALVY, de refuser de signer avec l'Etat les conventions de transferts des personnels non enseignants des lycées (TOS), des personnels gérant les formations sanitaires et sociales et de ceux des services culturels de l'inventaire.

**"Nous sommes devant une situation inacceptable d'opacité et de confusion", a expliqué Martin MALVY.** "Le Gouvernement veut nous imposer des transferts de personnels que personne n'est en mesure d'évaluer précisément en termes financiers, logistiques et surtout humains."

**"Il s'est opposé à un audit d'évaluation concerté,** comme il s'est opposé à la mise en place de structures de gestion mutualisées pour intégrer les TOS dans les meilleures conditions. **Nous ne sommes pas devant des carences mais de la désinvolture à l'égard des collectivités territoriales.** Le Gouvernement a transmis à la Région des projets de conventions incomplètes et erronées en lui demandant de s'engager avant le 5 avril alors que de nombreuses questions demeurent sans réponses. Nous ne disposons d'aucune évaluation sérieuse pour apprécier de la crédibilité des chiffres avancés. Le nombre global de postes TOS varie selon les estimations de 2362 à 2 375. Le Gouvernement annonce dans un effort de précision qui ne peut que retenir l'attention, qu'il transférera 0,24 emploi pour gérer 43 établissements du secteur paramédical, dispersés sur nos huit départements et accueillant quelques 3 500 élèves. Je pourrais continuer. Ces exemples sont significatifs d'une approche inadmissible d'un transfert de charges organisé et voulu de l'Etat vers celui des Régions."

"Au-delà des divergences politiques qui nous oppose au Gouvernement sur cette réforme", a conclu Martin MALVY, "on doit objectivement reconnaître que personne n'accepterait de conclure le moindre marché sur des bases aussi floues alors qu'à l'arrivée ce sont des dizaines de millions d'euros qui sont en jeu. Jamais le Gouvernement n'a eu un tel comportement."